

Alcool : Sanctions pénales et administratives (sans antécédents)

Taux en mg/l	Taux en ‰	Gravité	Sanction pénale	Mesure de sécurité	Sanction administrative	Casier judiciaire
0.25 – 0.29	0.50 – 0.59	Infraction légère (LCR 16a et 90 al. 1)	Dénonciation Contravention de CHF 600.-	Non	Avertissement	Non
0.30 – 0.34	0.60 – 0.69		Dénonciation Contravention de CHF 700.-			
0.35 – 0.39	0.70 – 0.79		Dénonciation Contravention de CHF 800.-			
0.40 – 0.49	0.80 – 0.89	Infraction grave (LCR 16c et 90 al. 2)	Peine pécuniaire Environ 20 jours-amende	Non, sauf exceptions	Retrait d'admonestation au moins 3 mois	Oui
0.50 – 0.59	1.00 – 1.19		Peine pécuniaire Environ 30 jours-amende			
0.60 – 0.69	1.20 – 1.39		Peine pécuniaire Environ 40 jours-amende			
0.70 – 0.79	1.40 – 1.59		Peine pécuniaire Environ 50 jours-amende			
0.80 – 0.89	1.60 – 1.79	Infraction grave* (LCR 16c et 90 al. 2)	Peine pécuniaire* Environ 60 jours-amende	Retrait préventif et expertise d'aptitude	Retrait d'admonestation* au moins 3 mois (sous imputation de la durée du retrait préventif)	Oui
0.90 - 0.99	1.80 – 1.99		Peine pécuniaire* Environ 80 jours-amende	<u>Puis :</u> Restitution du permis en cas d'expertise favorable		
1.00 et plus	2.00 et plus		Peine pécuniaire* Environ 100 jours-amende	Retrait de sécurité en cas d'expertise défavorable		

* Selon les circonstances, les autorités pénales et/ou administratives pourraient retenir qu'il s'agit d'un délit de chauffard, au sens de l'art. 90 al. 3 LCR, susceptible d'une peine privative de liberté d'un an au moins et d'un retrait du permis de conduire de deux ans au moins.

Remarques

Comportement incriminé

- La qualification de l'infraction ainsi que les sanctions mentionnées ne sont applicables que lorsque la conduite en état d'ébriété est la seule infraction commise. Une qualification et des sanctions plus sévères pourraient être prononcées si d'autres infractions sont commises simultanément.

Sanctions administratives :

- Les sanctions indiquées sont des minima légaux en-deçà desquels les autorités ne peuvent pas aller. Elles conservent toutefois la liberté de prononcer des sanctions plus lourdes en fonction de la faute commise et de l'ensemble des circonstances.
- En cas d'antécédents dans les 10 ans, les minimums légaux peuvent être augmentés. Voir à ce sujet le schéma intitulé : « influence des antécédents sur les sanctions administratives ».

Pour les sanctions pénales :

- Les sanctions mentionnées le sont à titre indicatif et correspondent aux recommandations de la Conférence des Procureurs Suisses (CPS).
- Les autorités de poursuites pénales conservent néanmoins la liberté de prononcer des sanctions selon leur libre appréciation de la faute, de l'ensemble des circonstances et des antécédents.
- Les peines sont en principe infligées avec sursis, notamment s'il n'y a pas d'antécédents. Dans ce cas, une amende est en plus infligée à titre de sanction immédiate. Cette amende immédiate correspond à environ ¼ du coût total des jours-amende.

Permis jeunes conducteurs (« à l'essai ») – chauffeurs professionnels

- Les chauffeurs professionnels et les nouveaux conducteurs (mais également les élèves conducteurs, les moniteurs de conduite et les conducteurs-accompagnateurs) doivent tous respecter la concentration d'alcool fixée ($\geq 0,05$ mg/l ou 0,10 ‰). A défaut, ils commettent d'emblée une infraction grave, susceptible d'un retrait de permis de trois mois et d'une peine pécuniaire.
- Pour les permis à l'essai, une prolongation de la période probatoire d'un an s'ajoute au retrait du permis.

Ces informations sont données à titre indicatif. Elles ne remplacent en aucun cas le contact avec un avocat, qui seul saura vous conseiller utilement en fonction de votre situation personnelle et des circonstances propres de votre infraction.

Les Avocats de la Route n'assument aucune responsabilité du fait de la publication du présent schéma.